

Compte rendu du Directeur général à la Conférence du PROE de 2013

J'ai le plaisir de vous présenter le compte rendu des travaux que nous avons menés au cours des 12 derniers mois. Les réalisations du PROE sont également décrites en détail dans le rapport annuel de 2012, qui sera présenté au cours de la Conférence, ainsi que dans le Rapport de suivi et d'évaluation des performances, qui sera également examiné à cette occasion. Comme vous pouvez le voir, nous avons activement travaillé au service de nos Membres au cours de l'année écoulée.

J'ai déjà décrit le processus de gestion du changement lors de conférences antérieures. Ce processus a pour objet de faire du PROE une organisation plus efficace, plus proche des réalités de ses Membres et plus attentive à leurs priorités. Le présent rapport est axé sur ses résultats, qui comprennent une importante augmentation de l'assistance apportée aux États et Territoires insulaires océaniques, destinée à les aider à répondre à leurs priorités dans les domaines de l'environnement et du développement durable. L'assistance financière et technique fournie par le PROE à ses Membres insulaires océaniques a ainsi plus que doublé ces trois dernières années. C'est ce qu'indique clairement l'annexe A du rapport du Directeur général, qui répertorie tous les projets mis en œuvre dans les États et Territoires insulaires océaniques en 2012, en les comparant à l'assistance fournie en 2010 et 2011. Le soutien financier direct octroyé par le PROE aux États et Territoires de la région est passé de 2,4 à 5,4 millions de dollars É.-U. entre 2010 et 2012 tandis que les financements destinés à soutenir les activités régionales des Membres ont augmenté de 6,8 à 8,3 millions de dollars É.-U..

Le budget du PROE est passé de 7 millions de dollars É.-U. en 2008 à 19 millions en 2013 et devrait atteindre 25 millions en 2014. Il convient de noter que cette augmentation concerne le financement des projets et non pas le financement de base du PROE, qui est resté inchangé depuis 2003. L'augmentation du budget a été affectée à des programmes concrets menés dans les États et Territoires insulaires océaniques. Elle ne contribue pas à la construction d'un empire du PROE au Samoa : la part consacrée à la rémunération du personnel est même passée de 45 % en 2008 à 27 % en 2013, reflétant ainsi le fait que les nouveaux financements obtenus par le PROE sont directement affectés aux programmes conduits dans les pays membres océaniques.

L'augmentation du budget reflète la confiance croissante que nous accordent nos donateurs et partenaires. Le PROE apprécie la confiance qui lui est témoignée et s'engage à déployer tous les efforts nécessaires pour en rester digne. Les décisions historiques prises en 2012 par les gouvernements australiens et néo-zélandais concernant le financement pluriannuel du PROE permettront au Secrétariat de mieux planifier et mettre en œuvre des programmes de longue haleine chez ses Membres océaniques. Le Secrétariat se félicite de cette assistance pluriannuelle et espère que d'autres Membres « métropolitains » envisageront d'adopter un mode de financement semblable.

Le PROE a considérablement renforcé sa gouvernance en 2012 et 2013, grâce à d'importantes réformes et améliorations dans les domaines de l'exécutif, de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines, qui lui ont permis d'accroître son efficacité et sa capacité à rendre compte de ses actions. Les procédures de la direction générale sont efficaces, ouvertes et fondées sur la concertation. Nous organisons régulièrement des réunions de l'ensemble du Secrétariat et l'équipe de direction fait périodiquement rapport au personnel de manière ouverte et transparente. La

nouvelle structure du PROE, qui reflète les domaines prioritaires de son Plan stratégique, a été mise en place avec succès en 2012.

Pour la première fois de son histoire, le PROE a consacré en 2012 des fonds à la formation et au renforcement des capacités de son personnel. Notre ambition est d'attirer et de fidéliser un personnel de tout premier ordre, et j'ai le plaisir de vous informer que le taux de fidélisation du personnel est passé de 76 % en 2008 à 93 % en 2012. Notre capacité à rendre compte de nos actions a augmenté en 2012 grâce au recrutement d'un auditeur interne et à la mise en place d'un Comité d'audit interne indépendant. Nous sommes la première organisation du CORP à en être dotée. Le PROE a progressé lentement mais sûrement dans ses demandes d'accréditation en tant qu'agent d'exécution au titre du FEM et du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Ce processus est important pour la région car le PROE est géré par ses Membres et comptable envers eux.

Grâce au renforcement de la gouvernance, PROE se trouve mieux placé pour aider ses Membres insulaires océaniques à relever les défis environnementaux qui se posent à eux de façon pressante.

Nous avons intensifié l'assistance et les conseils techniques fournis aux Membres océaniques et nos agents se sont rendus dans un grand nombre de vos pays au cours de l'année écoulée. Depuis ma prise de fonctions, il y a quatre ans, j'ai eu le plaisir de me rendre dans 23 pays membres du PROE, dont 18 des 21 Membres insulaires, et je tiens à remercier ici toutes les personnes concernées pour leur chaleureuse hospitalité. Ces missions m'ont permis de mieux cerner les nombreux enjeux environnementaux que les pays insulaires océaniques doivent affronter et d'aborder avec eux la manière dont le PROE pourrait les aider.

Le défi croissant lié aux déchets et à la pollution pose de sérieux problèmes environnementaux, sanitaires et sociaux dans les îles océaniques et constitue un important obstacle au développement durable. Les récentes conférences du PROE ont demandé au Secrétariat d'accorder plus d'attention à la gestion des déchets et à la lutte contre la pollution. Le PROE a sensiblement augmenté les ressources qu'il consacre à ces enjeux et collabore aujourd'hui avec le Japon, la France et l'Union européenne, parmi de nombreux autres partenaires, pour aider les pays insulaires océaniques à mieux y faire face.

Le thème de la campagne « Pacifique propre » menée par le PROE en 2012 souligne les défis liés aux déchets et à la pollution, qui ont de profondes répercussions sur l'environnement, la santé, les ressources hydriques et la qualité de la vie et hypothèquent fortement le développement durable de la région. Cette campagne a permis de sensibiliser le public, grâce à une série d'activités communautaires menées dans de nombreux pays du Pacifique, et de rappeler que « chaque geste compte ».

Le PROE a intensifié ses efforts tout au long de l'année 2012 pour aider les pays océaniques à gérer leurs déchets solides dans le cadre du novateur projet J-PRISM, mis en œuvre par l'Agence japonaise de coopération internationale avec le concours du Secrétariat. La capacité de gestion des déchets a également été renforcée dans les pays océaniques grâce au soutien du gouvernement français. Le PROE a également redoublé ses efforts pour aider les États et Territoires insulaires océaniques à mieux gérer les déchets dangereux, dont les huiles usagées, les déchets électroniques et l'amiante. Les efforts déployés pour lutter contre la pollution marine ont également été intensifiés grâce à diverses

activités associées à la révision du Plan régional océanien d'intervention en cas de déversement en mer (PACPLAN).

Le changement climatique continue d'être le principal défi de notre région et d'avoir d'énormes répercussions sur le mode de vie et les moyens d'existence des Océaniens. Le PROE a travaillé en collaboration étroite avec ses partenaires, notamment la CPS, à l'élaboration de l'approche axée sur les plans d'action nationaux conjoints pour veiller à ce que le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe soient intégrés dans les processus de développement nationaux, sectoriels et communautaires. Le PROE a coorganisé, avec la CPS et ONU/SIPC, la réunion conjointe sur la prévention des risques de catastrophes naturelles et le changement climatique, tenue aux Fidji en juillet 2013. Cette « première mondiale » a défini des orientations précises en vue de l'élaboration d'un cadre politique et stratégique intégré pour l'Océanie à compter de 2016.

Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), exécuté conjointement par le PROE et le PNUD, est passé à la vitesse supérieure en 2012 et 2013 en accordant une importance croissante à la réalisation de projets d'adaptation concrets dans les pays membres du PROE, dans des secteurs clés tels que l'eau, l'agriculture et les infrastructures côtières. Le PACC a accueilli au cours de l'année plusieurs autres donateurs et partenaires importants, dont l'Australie (AusAID) et les États-Unis (USAID).

La protection des écosystèmes est une riposte efficace au changement climatique, comme on a pu le voir dans la province de Choiseul, aux Îles Salomon, où de nombreux partenaires aident les habitants et le gouvernement provincial à s'adapter au changement climatique. En 2012, le PROE, l'USAID, la GIZ et la CPS ont collaboré à une évaluation communautaire de la vulnérabilité de 27 villages de la province et des mesures d'adaptation nécessaires. Le PROE concentre ses efforts sur l'adaptation écosystémique, notamment la protection côtière et la gestion prévisionnelle « de la montagne au récif », afin de soutenir des moyens de subsistance durables grâce à la conservation des écosystèmes.

Le PROE a rapidement pris des mesures pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS 2012-2021), à la demande de ses Membres, et a renforcé sa capacité à aider les services météorologiques nationaux de la région à gérer et diffuser des informations météorologiques et climatiques. Les progrès dans ces domaines ont été évalués lors de la deuxième réunion du Conseil météorologique océanien, tenue aux Fidji en juillet 2013. Un vaste programme d'appui aux services météorologiques du Pacifique a également été mis en place en 2012, avec le concours des autorités finlandaises, pour renforcer la capacité des services météorologiques nationaux de la région. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et apprécions énormément son soutien et sa coopération.

Les activités se sont également poursuivies dans le cadre de notre projet sur les énergies renouvelables (PIGGAREP), qui aide les pays à atteindre leurs cibles nationales en la matière. Le PROE a activement participé au sommet historique sur les énergies renouvelables, à Auckland en mars 2013. Cette conférence a fortement stimulé les efforts menés dans ce domaine dans la région.

Malgré les vaillants efforts des Membres du PROE, le déclin de la biodiversité constitue une crise régionale aux incidences durables pour les peuples et l'environnement du Pacifique. Le PROE s'est attaché en 2012 et 2013 à conserver notre unique biodiversité et nos fragiles écosystèmes. Ces questions seront analysées de près lors de la neuvième Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées, qui se tiendra aux Fidji en décembre 2013. Cette conférence historique examinera les questions affectant la biodiversité dans le Pacifique et recensera les stratégies nécessaires pour veiller à ce que les pays océaniques puissent à l'avenir mieux gérer et protéger leur biodiversité.

La conservation des espèces menacées et migratrices est l'un de nos principaux domaines de travail. Nous sommes fiers d'avoir lancé en 2012 le Programme sur les espèces marines 2013-2017, qui rassemble des plans d'action en faveur des baleines, des dugongs, des dauphins et des tortues marines. Ce nouveau programme profite de l'élan suscité par les succès des plans antérieurs et présente de nouvelles orientations intégrant les enseignements du passé.

Au PROE, le nom de Lui Bell est synonyme de protection des espèces marines. Tous les spécialistes régionaux et internationaux des espèces marines se sont joints à la famille du PROE pour pleurer sa disparition en 2012. Nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour perpétuer son énorme héritage pour le bien des espèces marines et des populations océaniques.

Au cours de l'année écoulée, le PROE a renforcé son soutien à un large éventail d'activités menées par ses Membres océaniques en matière de surveillance environnementale et de gouvernance. Ces activités ont essentiellement été entreprises dans le cadre du projet ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur les AME financé par l'UE. L'examen à mi-parcours de ce projet a salué le PROE en tant que leader parmi les régions participantes, tant du point de vue des capacités renforcées que de la viabilité à long terme de son approche. Le PROE a participé à l'élaboration de nouveaux instruments juridiques dans plusieurs pays, notamment de lois sur la météorologie à Vanuatu et de stratégies nationales de gestion de l'environnement à Kiribati et aux Îles Cook.

Des directives sur les études d'impact sur l'environnement (ÉIE) ont été améliorées et appliquées pendant l'année, notamment aux États fédérés de Micronésie et aux Tokélaou. Les cadres relatifs à la préparation des rapports sur l'état de l'environnement ont également été améliorés.

La région océanique est confrontée à de grands défis, et il est donc essentiel d'assurer une meilleure coopération entre le PROE, ses partenaires et les bailleurs de fonds. Nous reconnaissons le rôle essentiel des partenariats dans le travail du PROE.

Au cours de l'année écoulée, le PROE a signé plusieurs mémorandums d'entente avec des partenaires de premier plan, dont le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le PNUE. De nouveaux partenariats novateurs, notamment avec la Westpac dans le cadre de la campagne Pacifique propre et avec 5C, ont eu des retombées positives et tangibles sur les Membres océaniques du PROE et de la Commission de l'océan Indien et contribuent à la coopération interrégionale. Nous avons également renforcé la coopération avec les organismes et ministères d'exécution des Membres métropolitains du PROE et avons accueilli en cours d'année des agents détachés par les gouvernements français et australien. Ces partenariats permettent d'améliorer considérablement les efforts déployés par le PROE pour soutenir le travail des pays océaniques dans les domaines de la gestion de l'environnement et du développement durable.

J'aimerais remercier le personnel du PROE, pour son dévouement et son travail assidu tout au long de l'année, ainsi que notre pays hôte, le gouvernement samoan, pour son vigoureux et généreux soutien. Le PROE aimerait remercier tous ses donateurs et partenaires pour leur soutien et leur collaboration, qui lui permettent de protéger l'environnement océanien et d'en assurer la pérennité. Nous apprécions votre soutien et la confiance croissante que vous nous témoignez et nous ferons tout notre possible pour nous en montrer dignes. Merci enfin aux Membres du PROE auxquels le Secrétariat s'est efforcé de prêter assistance. Nous apprécions vos conseils et votre esprit de collaboration.

Pour conclure, le PROE a considérablement augmenté au cours de l'année écoulée l'aide apportée à ses Membres insulaires océaniens. Nous avons obtenu des résultats non négligeables dans les domaines de la protection de l'environnement et du développement durable, mais de nombreux défis subsistent. C'est pourquoi nous poursuivrons nos efforts pour que le PROE devienne une organisation plus efficace, capable de mieux répondre aux besoins et priorités des États et Territoires océaniens.

Annexe A – Liste des projets mis en œuvre dans les États et Territoires membres du PROE en 2012, 2011 et 2010

	Fonds pour l'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
	Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies
	Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques